

LES TENSIONS ELECTORALES

Entre 2002 et 2005, une équipe de constitutionnalistes rédige au Bomas of Kenya, un texte portant révision de la Constitution. Ce texte, connu sous le nom de « Bomas Draft », limite, entre autres, les pouvoirs du président de la République et crée un poste de Premier ministre. En 2005, Mwai Kibaki rejete ce texte et présente un texte de réforme donnant plus de pouvoirs politiques au chef de l'État. Ce texte connu sous le nom de « Wako Draftnote » est soumis le 21 novembre 2005, à un référendum national et rejeté par 58,12 % des votants. En réaction, le président Kibaki congédie l'entièreté du gouvernement deux jours après le résultat du référendum et, deux semaines plus tard, forme un nouveau gouvernement qui ne comporte plus aucun membre du LDP. C'est à ce moment que Raila Odinga décide d'être candidat à l'élection présidentielle de décembre 2007 et crée son propre parti politique : l'Orange Democratic Movement (ODM). Son symbole est une orange en référence au symbole visuel qui représentait le « non » lors du référendum (le « oui » était imagé par une banane).

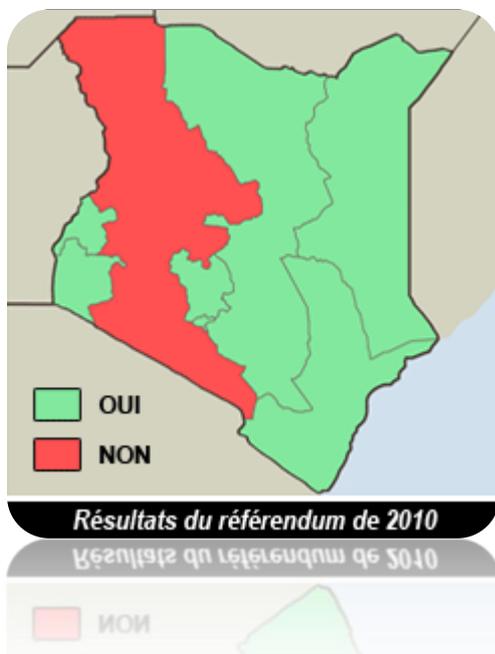


Violences suite aux élections présidentielles de 2007

Violences suite aux élections présidentielles de 2007

Lors de l'élection présidentielle du 27 décembre 2007, Raila Odinga reçoit un soutien massif dans les provinces de Nyanza, occidentale,

de la vallée du Rift et de la côte mais aussi de personnalités emblématiques telle Wangari Maathai. Dans la soirée du 30 décembre 2007, Samuel Kivuitu, qui vient juste d'être reconduit, pour cinq ans, par Kibaki à son poste de président de la commission électorale (Electoral Commission of Kenya), déclare Raila Odinga battu par 232 000 voix de différence en faveur du président sortant contrairement aux tendances des derniers résultats enregistrés. Controversée par les observateurs de l'Union européenne qui demande un recomptage des bulletins de vote, cette annonce est immédiatement contestée par le camp de Raila et entraîne la plus grande crise de violence survenue au Kenya (1500 morts et 300 000 déplacés). Le 28 février 2008, grâce à la médiation de Kofi Annan, l'ancien Secrétaire général des Nations unies, un accord de partage du pouvoir entre le président Kibaki et Raila est signé, et entériné à l'unanimité par le Parlement le 18 mars, pour résoudre la crise. Il se matérialise par la nomination de Raila Odinga au poste de Premier ministre le 13 avril suivant. Quatre jours plus tard, il prête serment et un gouvernement de coalition est constitué.



Le 4 août 2010, le texte de réforme de la Constitution, incluant la Charte des droits et libertés, chère à Raila (et maintenant soutenu par Kibaki) est accepté, contre la position d'un autre membre influent de l'ODM, le ministre des Hautes études William Ruto (soutenu,

lui, par l'ex-président Moi), par la majorité des 72,1 % de Kényans ayant participé au référendum populaire (70 % de votes favorables contre 30 % de défavorables). La cérémonie publique de promulgation par le président Mwai Kibaki de cette Constitution moderne le 27 août 2010 est entachée par la présence du président soudanais Omar el-Béchr alors qu'il est notifié d'un mandat d'arrêt international par la Cour pénale internationale. Cette invitation, directement adressée par le président Kibaki suscite l'émotion et la réprobation des Kényans, de leur Premier ministre et des parlementaires. Les protestations de la Communauté internationale et en particulier celles du président américain Barack Obama et de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan sont rapides



Election de Uhuru Kenyatta à la présidence

Election de Uhuru Kenyatta à la présidence

Pour la première fois des débats présidentiels télévisés sont organisés les 11 et 25 février 2013. Également, pour la première fois, certains bureaux de votes sont

équipés pour transmettre électroniquement les résultats vers la commission indépendante IEBC chargée de comptabiliser les résultats des élections générales. Huit candidats ont posé leur candidature lors de l'élection présidentielle du 4 mars 2013. Pour l'emporter au premier tour, un candidat doit réunir au moins 25 % des votes dans au moins 24 comtés différents et 50 % de l'ensemble des votes plus un

(majorité absolue). Depuis la première élection présidentielle multipartisme de 1992, l'appartenance d'un candidat à tel ou tel groupe tribal a toujours été un élément important dans le choix des électeurs. Uhuru Kenyatta avec son colistier William Ruto sont respectivement Kikuyus et Kalenjins (premier et quatrième groupe tribal du pays) alors que son adversaire Raila Odinga et son colistier Kalonzo Musyoka sont Luo et Kamba (troisième et cinquième groupe). Uhuru Kenyatta est déclaré vainqueur dès le premier tour de l'élection du 4 mars 2013 avec 50,07 % des suffrages devant Raila Odinga avec 43,31 %. Ce dernier conteste les élections et, conformément à la possibilité donnée par l'article 140.1 de la Constitution, dépose, en date du 16 mars 2013 une pétition à la Cour suprême pour contester la validité du scrutin présidentiel, arguant des bourrages d'urnes, les dysfonctionnements du système électronique de transmission vers l'IEBC et l'inorganisation de cette dernière. La Cour rend son jugement le 30 mars suivant en déclarant que « l'élection générale fut libre et impartiale » et que « Uhuru et son colistier Ruto ont été valablement élus »